



Centre Hospitalier de Versailles  
Cellule Commande Publique GHT 78 Sud

**MARCHÉ PUBLIC**  
MARCHÉ DE TRAVAUX

## **Travaux de remplacement des chaudières de la chaufferie « Castille » de l'Hôpital de Houdan**

### **Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**

Procédure adaptée ouverte passée en application des dispositions des articles L.2123-1, R.2123-1 1°  
du Code de la Commande Publique

Consultation n°

2026FA07










## SOMMAIRE

ARTICLE 1. DÉFINITIONS .....	5
ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ ET REPRESENTANTS DES PARTIES.....	5
2.1. Description des prestations.....	5
2.2. Représentants des parties .....	6
ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ ET REFERENCES.....	7
ARTICLE 4. STRUCTURE ET FORME DU MARCHÉ.....	7
4.1. Nature de la prestation : .....	7
4.2. Procédure .....	7
4.3. Forme.....	8
4.4. Allotissement.....	8
4.5. Prestations similaires.....	8
4.6. Variantes.....	8
4.7. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) .....	8
4.8. Tranches optionnelles .....	8
ARTICLE 5. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	8
5.1. Durée globale .....	8
5.2. Délais d'exécution .....	8
5.3. Prolongation du délai d'exécution : .....	9
ARTICLE 6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	9
6.1. Forme de notifications et informations.....	9
6.2. Protection de la main d'œuvre.....	9
6.3. Provenance des matériaux et produits .....	9
6.4. Caractéristiques, Qualités, Vérification, Essais, et épreuves des matériaux et produits .....	10
6.5. Sécurité et hygiène.....	10
6.6. Obligation de vigilance .....	10
6.7. Réparation des dommages.....	11
6.8. Assurances.....	11
6.9. Sous-traitance.....	13
6.10. Obligation de Confidentialité .....	14
6.11. Protection des données à caractère personnel.....	14

6.12. Protection de l'environnement et engagements RSE .....	14
6.13. Usage des voies publiques.....	15
6.14. Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	15
ARTICLE 7. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	16
7.1. Prix du contrat .....	16
7.2. Conditions de paiement .....	18
7.3. Retenue de garantie .....	20
ARTICLE 8. PREPARATION A LA REALISATION DES PRESTATIONS .....	20
8.1. Délais d'exécution .....	20
8.2. Calendrier prévisionnel .....	20
8.3. Prolongation des délais d'exécution .....	20
8.4. Période de préparation .....	20
8.5. Conditions particulières d'exécution.....	21
8.5.1 Plan d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détails.....	21
8.5.2 Echantillons – Notices techniques – Procès-verbal d'agrément .....	22
8.6. Réception des supports .....	22
ARTICLE 9. RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	22
9.1. Généralités .....	22
9.2. Voies de circulation et d'accès .....	22
9.3. Autorisations administratives.....	22
9.4. Lieux de dépôt des déblais .....	23
9.5. Ordres de service.....	23
9.6. Provenance des matériaux et produits .....	23
9.7. Notices techniques – Procès-verbal d'agrément .....	23
9.8. Matériaux défectueux .....	23
9.9. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits .....	23
9.10. Registre du chantier .....	23
ARTICLE 10. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	24
10.1. Essais et contrôles des ouvrages : .....	24
10.2. Réception.....	24
10.3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrages .....	25
10.4. Documents fournis après exécution.....	25

ARTICLE 11. GOUVERNANCE DES PRESTATIONS.....	25
11.1. Organisation du chantier .....	25
11.2. Objets trouvés dans les fouilles et démolitions .....	26
11.3. Troubles de jouissance – Propriétés voisines.....	26
11.4. Repliement du chantier et remise en état des lieux .....	26
11.5. Réunion de démarrage .....	26
11.6. Rendez-vous de suivi de chantier .....	26
ARTICLE 12. GARANTIES .....	27
12.1. Régime de la garantie .....	27
12.2. Obligation de parfait achèvement.....	27
12.3. La garantie pour vices cachés .....	28
12.4. Garantie de bon fonctionnement.....	28
12.5. La garantie décennale .....	28
ARTICLE 13. MODIFICATIONS DU MARCHE .....	28
13.1. Cadre de la modification .....	28
13.2. La formalisation des modifications éventuelles du marché : la fiche de travaux modificatifs (FTM).....	28
13.3. Augmentation du montant des travaux .....	28
13.4. Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives .....	29
ARTICLE 14. PENALITES, RESILIATION ET REGLEMENT DES LITIGES.....	29
14.1. Généralités sur les pénalités .....	29
14.2. Période de préparation .....	29
14.3. Pénalités pour retard.....	29
14.4. Rendez-vous de chantier .....	30
14.5. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	30
14.6. Documents fournis après exécution.....	30
14.7. Hygiène sur le chantier .....	30
14.8. Tri des déchets de chantier .....	30
14.9. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire .....	31
14.10. Résiliation pour faute .....	31
14.11. Règlement amiable des différends.....	31
14.12. Règlement des litiges.....	31
ARTICLE 15. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION.....	32

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Travaux de remplacement des chaudières de la chaufferie « Castille » de l'Hôpital de Houdan
 Acheteur	Centre Hospitalier de Versailles
 Type de contrat	Marché ordinaire de travaux
 Structure	Non alloti
 Lieu d'exécution	Hôpital de Houdan 42 rue de Paris 78550 HOUDAN
 Durée prévisionnelle	7 semaines
 Pénalités de retard	Voir article 14
 Variation des prix	Prix fermes
 Nature des prix	Global et forfaitaire

## ARTICLE 1. DÉFINITIONS

Terme	Définition
<b>Contrat</b>	: Le contrat est un marché public passé en Procédure adaptée ouverte - Code de la commande publique. Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Travaux du 30 mars 2021</a> .
<b>Acheteur</b>	: L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté et le maître d'ouvrage.
<b>Titulaire</b>	: Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
<b>Prestation</b>	: La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.
<b>Ordre de service</b>	: Décision du maître d'œuvre qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.
<b>Notification</b>	: Action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

## ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ ET REPRESENTANTS DES PARTIES

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

L'objet du marché porte sur le remplacement des deux chaudières gaz de la chaufferie « Castille » par deux chaudières gaz à condensation, en lot unique (chauffage – production de chaleur), de l'hôpital de Houdan, en site hospitalier occupé avec maintien de la continuité du chauffage et de l'eau chaude sanitaire.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du marché et sur l'ensemble des plans.

Les travaux seront exécutés jusqu'au parfait achèvement de l'ouvrage, et en conformité avec les règles de l'art, des normes, DTU et du cahier des prescriptions communes, applicables aux marchés des travaux du bâtiment.

En conséquence, l'entreprise titulaire ne pourra faire valoir tout oubli ou omission ou imprécision en plan ou sur le CCTP. L'entreprise retenue ne sera censée ignorer les travaux concernant les autres corps d'état, le dossier complet leur étant fourni à leur demande sur support papier ou après téléchargement du dossier sur support informatique en cas de recours à la dématérialisation des échanges (selon les conditions fixées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation).

■ **Lieu d'exécution :**

Hôpital de Houdan  
42 rue de Paris  
78550 HOUDAN

## 2.2. Représentants des parties

■ **Représentant du pouvoir adjudicateur :**

En application des dispositions de l'article 3.3 du CCAG/Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur est habilité à émettre toutes les décisions au titre du présent marché.

**Adresse et coordonnées :**

Centre Hospitalier de Versailles - André Mignot  
Direction des Achats  
Cellule Commande Publique GHT 78 Sud  
177, rue de Versailles  
78150 Le Chesnay-Rocquencourt

Le Centre Hospitalier de Versailles agit en tant qu'établissement support du GHT SUD 78.

■ **Maîtrise d'ouvrage :**

La **maîtrise d'ouvrage** est assurée par l'Hôpital de HOUDAN.

**Adresse et coordonnées**

Hôpital de Houdan  
42 rue de Paris  
78550 HOUDAN

Représenté par Madame Christine PAUMARD Directrice adjointe.

Mme Hélène DUMONT, Responsable des services économiques : [hdumont@ght78sud.fr](mailto:hdumont@ght78sud.fr)

Monsieur Jean-Jacques SOUDAN, Responsable technique et logistique : [jjsoudan@ght78sud.fr](mailto:jjsoudan@ght78sud.fr)

■ **Maîtrise d'œuvre :**

La maîtrise d'œuvre est assurée par **HEXA ingénierie**, sise 670 rue Jean Perrin, ZI Douai-Dorignies, BP 50101, 59502 DOUAI Cedex.

■ **Conduite d'opération :**

La conduite d'opération est assurée par le référent technique de l'Hôpital de Houdan :

M. Jean-Jacques SOUDAN: [jjsoudan@ght78sud.fr](mailto:jjsoudan@ght78sud.fr)

## ARTICLE 3. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ ET REFERENCES

---

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles sont, par ordre de priorité :

- ❖ L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dûment signé par le titulaire, dont l'exemplaire unique certifié conforme peut former titre en cas de nantissement :
  - La décomposition des Prix Globaux et forfaitaires.
- ❖ Le cas échéant, les documents relatifs à la mise au point du marché ;
- ❖ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- ❖ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
  - Le planning des travaux ;
  - Les plans ;
- ❖ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Travaux (CCAG-Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- ❖ Le mémoire technique de l'offre du titulaire ;
- ❖ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants ;
- ❖ Les ordres de service.

Toute information qui serait mentionnée dans le CCTP mais non précisées dans les pièces graphiques annexes et inversement, doivent être prises en compte comme si elles figuraient de manière identique sur l'ensemble des documents.

Les exemplaires originaux des pièces du marché conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi.

Les pièces générales (C.C.A.G.), bien qu'elles ne soient pas matériellement annexées au dossier de marché, sont réputées connues des parties contractantes qui en reconnaissent le caractère contractuel.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente, catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

## ARTICLE 4. STRUCTURE ET FORME DU MARCHÉ

---

### 4.1. Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un marché de **travaux**.

### 4.2. Procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée, en application des articles L.2123-1, R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique.

#### 4.3. **Forme**

Le présent marché est un marché ordinaire à prix global et forfaitaire. Les prestations sont exécutées par ordre de service.

#### 4.4. **Allotissement**

Conformément à l'article L.2113-11 du code de la commande Publique, la consultation n'est allotie. Cette décision est motivée par l'homogénéité des prestations à réaliser : un allotissement rendrait l'exécution techniquement complexe et l'allotissement risqueraient de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

#### 4.5. **Prestations similaires**

L'acheteur peut passer avec le titulaire, des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence pour des prestations similaires dans le respect des dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat.

#### 4.6. **Variantes**

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

#### 4.7. **Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Il n'est prévu aucune prestation supplémentaire éventuelle sur ce marché.

#### 4.8. **Tranches optionnelles**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches optionnelles.

### **ARTICLE 5. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION**

---

#### 5.1. **Durée globale**

La durée globale d'exécution est de sept (7) semaines, comprenant : une (1) semaine de préparation, quatre (4) semaines de travaux et deux (2) semaines dédiées à la mise en service, aux OPR et à la réception.

#### 5.2. **Délais d'exécution**

Les prestations objet du présent marché sont exécutées par ordre de service.

Il est rappelé que le délai d'exécution court à compter de la date figurant sur l'ordre de service de préparation de chantier.

Il est prévu de notifier l'ordre de service de démarrage le 24 août 2026.

Ce délai comprend :

- une période de préparation d'une (1) semaine, conformément à l'article 19.1.1 du CCAG travaux ;
- une période d'exécution des travaux permettant la mise en service des nouvelles chaudières au plus tard le 5 octobre 2026 ;
- la réception des travaux au plus tard le 16 octobre 2026, conformément au calendrier d'exécution et compte tenu de la continuité du chauffage et de l'eau chaude sanitaire en site occupé.

Le marché s'achève à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

En cas de décalage de la date de notification, l'ensemble du planning sera ajusté en conséquence.

### 5.3. Prolongation du délai d'exécution :

Conformément à l'article 18.2 du CCAG/Travaux, une prolongation du délai d'exécution peut être justifiée par :

- Un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages,
- Une substitution d'ouvrages différents des ouvrages initialement prévus,
- Une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier,
- Un ajournement des travaux décidé par le représentant du pouvoir adjudicateur,
- Un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du maître de l'ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

La prolongation ou le report est proposé par le maître d'ouvrage après avis du titulaire. Le représentant de l'acheteur notifie au titulaire sa décision.

- Prolongation de délais autres que celles liées aux intempéries.

A partir du moment où le calendrier d'exécution a été mis au point, aucune prolongation de délais autre que celle afférente aux intempéries, ne pourra être accordée par le Maître d'ouvrage sans une demande expresse formulée par lettre recommandée au maître d'œuvre dans un délai de cinq (5) jours au plus après l'évènement motivant la demande de prolongation.

Toutes les justifications nécessaires permettant au maître d'ouvrage de reconnaître le bien-fondé des difficultés imprévues motivant le retard doivent être jointes par les entreprises ; ces justificatifs devront être obtenus auprès des services météorologiques les plus proches.

Si, à la suite de l'examen des justifications fournies, le Maître d'ouvrage décide d'accorder une prolongation de délai, un ordre de service fixant le nouveau délai contractuel sera établi si la prolongation entre dans les cas visés aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG/Travaux. A défaut, un avenant est requis.

## ARTICLE 6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

### 6.1. Forme de notifications et informations

La notification au titulaire du marché, des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, est faite :

- Soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

### 6.2. Protection de la main d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

### 6.3. Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des produits, matériaux et composants des matériaux dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union Européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité française (marque NF ou autres), le titulaire du marché pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union Européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits « EA » ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

En complément au CCAG-Travaux, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître de l'ouvrage avec tous les documents justificatifs, dans les 30 (trente) jours qui suivent la notification du marché.

#### **6.4. Caractéristiques, Qualités, Vérification, Essais, et épreuves des matériaux et produits**

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des produits, matériaux et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications ; essais et épreuves tant quantitatives que qualitatives sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de fabrication dans les usines, ateliers, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

##### **6.4.1.**

Le Maître de l'ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés sur justifications des dépenses,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître d'ouvrage.

Toutefois, par dérogation aux dispositions à l'article 24 du CCAG-Travaux, il est précisé que les frais d'essais et de vérifications sont à la charge de l'entrepreneur si le résultat fait apparaître que les matériaux, produits et composants ne sont pas conformes aux stipulations du marché.

##### **6.4.2.**

En complément du CCAG-Travaux, il est précisé que l'emploi des procédés, produits ou matériaux non traditionnels ne pourra être admis que sur présentation par l'entrepreneur de l'avis technique du CSTB.

#### **6.5. Sécurité et hygiène**

Le titulaire prestataire exécutera le marché dans les conditions de sécurité et d'hygiène indiquées par les textes et les normes en cours et s'obligera à suivre la parution des nouveaux textes et normes qu'il devra mettre en ouvrage. Il en informera le Groupement Hospitalier Yvelines Sud.

#### **6.6. Obligation de vigilance**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail

(décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

### **6.7. Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

### **6.8. Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG/Travaux.

L'intervenant devra justifier, outre de qualifications professionnelles (**suivant qualifications identifiées dans le**

**RC)** de la couverture effective par l'assureur qui lui est attribué.

En cas de sous-traitance, la garantie des assureurs des sous-traitants devra être accordée en capitalisation pour les dommages ci-dessus définis engageant la responsabilité des Constructeurs.

En cas de travaux sur existants divisibles, les garanties des intervenants du chantier doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A 243-1 précitée, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait de l'opération.

Par dérogation à l'article 8 CCAG-Travaux, leurs polices doivent apporter les minimas de garantie définis ci-après:

- Pendant les travaux :

- Dommages corporels : 8 000 000.00 € par sinistre ;
- Dommages matériels et immatériels : 500 000.00 € par sinistre dont dommages immatériels non consécutifs : 100 000 €.

- Après les travaux :

- Tous les dommages confondus par sinistre et par année : 500 000.00 € dont dommages immatériels non consécutifs : 100 000.00€.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

#### ■ **Police Responsabilité Civile (en cours de chantier, professionnelle et après livraison)**

Les intervenants devront être titulaires de polices couvrant pour des montants suffisants, eu égard aux caractéristiques du chantier et à son environnement, la généralité des responsabilités qu'ils encourent en vertu du droit français, y compris les dispositions contractuelles, à l'égard de tout intervenant ou tout tiers au chantier, tout contractant, y compris le Maître d'Ouvrage.

La garantie devra couvrir l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non à un dommage corporel ou à un dommage matériel, garanti ou non.

Cette garantie devra valoir tant avant qu'en cours de travaux et qu'après réception, aussi longtemps que la responsabilité de l'intervenant peut être recherchée, notamment du fait de troubles anormaux de voisinage et permettre le recours contre les intervenants aussi longtemps que le maître d'ouvrage peut être recherché par les tiers.

Il est expressément accepté par les intervenants que la réception des ouvrages n'a pas pour conséquence de priver le maître d'ouvrage de ses recours au cas où le constructeur est responsable de dommages causés aux tiers ou de troubles anormaux de voisinage.

#### ■ **Garantie décennale des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale**

Les intervenants au chantier devront, quelle que soit leur nationalité, se conformer à la Loi 78/12 du 4 janvier 1978 et textes subséquents et notamment l'Ordonnance du 8 juin 2005, à l'obligation d'assurance qui en découle et être couverts par une police d'assurance de responsabilité décennale conforme à l'arrêté A243-1 Annexe I du Code des Assurances, pour le marché dont il est titulaire, y compris ceux qu'ils donnent en sous-traitance.

Le contrat devra garantir le paiement des travaux de réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel l'assuré a contribué ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L. 243-1-1 du code des assurances, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil à propos de travaux de construction, et dans les limites de cette responsabilité. **Le montant de la garantie ne peut être inférieur au coût de la construction déclarée par le maître de l'ouvrage.**

Les intervenants devront être en outre couverts pour

- les dommages engageant la garantie de Bon Fonctionnement des éléments d'équipement dissociables de l'ouvrage garanti sur le fondement de l'article 1792-3 du Code Civil ou des principes dont cet article s'inspire,
- les dommages éventuels découlant après réception des travaux neufs et portant atteinte aux existants dissociables desdits travaux neufs,
- et des dommages immatériels consécutifs à ces dommages,
- les dommages à l'ouvrage en cours de travaux, découlant d'un effondrement, y compris les frais de déblais.

L'intervenant devra justifier, outre de qualifications professionnelles (Qualibat, Qualifelec, Qualigaz, Qualifanten ou autres qualifications équivalentes), de la couverture effective par l'assureur du marché qui lui est attribué.

En cas de sous-traitance, la garantie des assureurs des sous-traitants devra être accordée en capitalisation pour les dommages ci-dessus définis engageant la responsabilité des Constructeurs.

En cas de travaux sur existants divisibles, les garanties des intervenants du chantier doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A 243-1 précitée, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

#### ■ **Obligations des titulaires et intervenants**

La souscription de contrats d'assurances par le Maître d'Ouvrage ne dégage en aucune façon les intervenants au chantier de leurs obligations vis-à-vis du Maître d'Ouvrage de leurs cocontractants et des tiers.

Ils restent tenus de garantir le Maître d'Ouvrage de toute recherche en responsabilité tant en cours de travaux qu'après réception et pendant le délai de prescription de 10 ans après réception tel qu'appliqué par les tribunaux, ou de tout dommage de leur fait et s'obligent à répercuter l'ensemble des obligations du présent CCAP (notamment les obligations d'assurance) à leurs sous-traitants.

#### ■ **La maîtrise d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire à une assurance « Tous risques chantiers », « Dommages-ouvrages », « Responsabilité civile » pour cette opération.

### **6.9. Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur. L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du Code de la commande publique et à l'article 3.6.1 du CCAG/Travaux.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 50.3.1 du CCAG/Travaux).

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur ou égal à 600 euros TTC. Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## 6.10. Obligation de Confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le pouvoir adjudicateur.

## 6.11. Protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

## 6.12. Protection de l'environnement et engagements RSE

### 6.12.1 Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

A cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment en ce qui concerne :

- la gestion, le tri des déchets et leur transfert vers les filières de valorisation et de recyclage ou d'élimination conformes à la réglementation (notamment celle du plan départemental des déchets de BTP),
- les émissions de poussières, fumées ou substances polluantes,
- la prévention des risques de pollution des sols, des eaux superficielles et souterraines,
- la protection de la faune et de la flore,
- limitation des niveaux sonores.

Le titulaire doit respecter l'ensemble des réglementations en vigueur relatives à la limitation des niveaux sonores, notamment l'arrêté du 11 avril 1972, le décret n°75-960 du 17 octobre 1975 et le décret n°2006-1099 du 31 août 2006, étant précisé que tout manquement aux exigences ou demandes du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre

ou du coordonnateur SPS en matière de nuisances sonores entraîne de plein droit, sans mise en demeure préalable.

En cas d'évolution de la réglementation environnementale en cours d'exécution du marché, les adaptations nécessaires feront l'objet d'un avenant, conformément au Code de la commande publique et à l'article 7 du CCAG-Travaux.

L'acheteur pourra être en mesure de demander au Titulaire les mesures prises pour respecter lesdites prescriptions législatives et réglementaires en vigueur.

Le titulaire adopte une démarche de développement durable conforme à la réglementation en vigueur et s'engage notamment à :

- limiter la production de déchets et favoriser leur tri, recyclage ou valorisation,
- réduire les consommations d'énergie et de ressources naturelles,
- privilégier, lorsque cela est possible, l'utilisation de produits ou matériaux éco-labellisés, recyclés ou issus de filières durables,
- favoriser des modes de transport à faible impact environnemental pour les livraisons et déplacements.

Le pouvoir adjudicateur peut demander à tout moment la communication des mesures mises en œuvre pour respecter ces obligations.

#### **6.12.2 Engagements RSE**

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire adopte une démarche intégrant des considérations sociales, environnementales et éthiques. Il s'engage notamment à :

- respecter les principes de non-discrimination, d'égalité professionnelle et de diversité au sein de ses équipes,
- favoriser, lorsque cela est possible, l'emploi de personnes en insertion ou en situation de handicap,
- fournir, sur demande du pouvoir adjudicateur, tout document attestant de ses engagements et actions en matière de RSE.

#### **6.13. Usage des voies publiques**

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées au CCAG-Travaux sont à respecter par le titulaire pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux. Le titulaire devra déployer toutes les mesures de sécurité nécessaires à la protection des biens, des résidents et des usagers y compris le maintien de la propreté des voiries concernées.

#### **6.14. Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

##### **■ Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de coordonnateur SPS.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

##### **■ Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi

que des manquements graves aux procédures de travail et/ou aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

#### ■ **Moyens donnés au coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandée par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur

SPS et les intervenants, définies dans le PGC.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

#### ■ **Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions légale et réglementaire issues du Code travail et applicables.

#### ■ **Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé**

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures définies par ce document, ainsi que ses modifications ultérieures.

## **ARTICLE 7. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

### **7.1. Prix du contrat**

#### ■ **Nature des prix :**

Les prix du marché sont fermes, globaux et forfaitaires.

#### ■ **Révision des prix :**

Par dérogation à l'article 9.4.3 du CCAG/Travaux les prix ne sont pas révisables.

#### ■ Contenu des prix :

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG/Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 10.1.1 alinéa 2 du CCAG/Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De surcroît, sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent dans les documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Le titulaire est tenu de vérifier la justesse de son détail estimatif avant la remise de son offre. Aucune réclamation du titulaire ne peut être prise en compte après la signature du contrat.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient, après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les prix sont décomposés en un sous-détail dont l'usage est strictement limité :

- À l'établissement des situations de travaux, en vue des règlements d'acomptes,
- À l'évaluation, le cas échéant, des travaux supplémentaires, des travaux en diminution, et des travaux modificatifs conformément aux dispositions du présent CCAP et du CCAG/Travaux,
- À la détermination de prix nouveaux pour des travaux non prévus au marché dans le respect des mêmes dispositions.

**En aucun cas, les mentions portées sur cette décomposition en sous-détail ne pourront être invoquées pour contester le caractère forfaitaire du prix, ou pour demander une majoration de prix.** De même, l'absence d'un poste dans ce sous-détail ne pourra être invoquée pour réclamer un règlement or forfait des travaux figurant au Cahier des Clauses Techniques ou tout simplement nécessaires à une exécution conforme aux normes en vigueur.

En ce qui concerne l'établissement des prix forfaitaires, **il appartient à l'entreprise de procéder à toutes les quantifications des prestations, avant de remettre son offre.**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par un prix global et forfaitaire.

#### ■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'auto liquidation de la TVA issues de l'article

283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées. La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

## 7.2. Conditions de paiement

### ■ Avance :

Sauf renoncement du titulaire, en application des dispositions de l'article R. 2191-3 du code de la commande publique, le présent marché ouvre droit au versement d'une avance si le montant du contrat, de la commande, de la reconduction, est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois.

Le délai d'exécution du présent marché étant inférieur à deux mois, le versement de l'avance n'est pas obligatoire au titre de l'article R. 2191-3 du code de la commande publique. Le pouvoir adjudicateur décide néanmoins d'accorder une avance, dans les conditions ci-après, au titulaire ainsi qu'à ses sous-traitants remplissant la condition de montant, nonobstant un délai d'exécution inférieur à deux mois.

Le taux de cette avance est fixé à **10%** dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

A cet effet, le titulaire du marché produit une garantie bancaire, garantie à première demande avant le commencement d'exécution du marché.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution de la prestation objet du marché.

L'avance est remboursée au prorata de l'avancement des prestations, entre 65% et 80% d'avancement des prestations conformément aux dispositions des articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé à l'article R2191-3 du code de la commande publique pour le versement de l'avance (50.000 € HT) et la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être égal à 30 % du montant des travaux à exécuter par le sous-traitant au cours des douze premiers mois suivant la date de commencement de leur exécution, et son remboursement sont effectués selon les mêmes modalités que pour le titulaire du marché.

Cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

### ■ Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- Le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- Le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- Les dates de réalisation des prestations ;
- Le numéro du contrat ;
- La nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- Le taux de TVA applicable ;
- La désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- Les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Les libellés des prestations et des fournitures faisant l'objet des facturations doivent être exprimés en clair.

La facture ne doit pas être antérieure à la livraison ou à la date du service fait.

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures sur le site Chorus Portail Pro, ces dernières devront être adressées en renseignant :

- Le code SIRET de l'entité destinataire : 26780234600010 qui identifiera l'Hôpital de HOUDAN
- Le numéro et le code du service du marché : Les informations seront communiquées à la notification.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Les libellés des prestations et des fournitures faisant l'objet des facturations doivent être exprimés en clair.

#### ■ Périodicité des paiements :

Le marché étant de courte durée, il n'est pas prévu d'acomptes mensuels. Le règlement s'effectue par le versement de l'avance prévue à l'article correspondant, puis par le solde, établi et réglé après réception des travaux, conformément au CCAG/Travaux.

#### ■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **50 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

La date de prise en compte pour le décompte des intérêts moratoires n'est pas la date de dépôt de la situation sur le portail Chorus-Pro mais la date du statut de « mise à disposition du service » consultable dans l'historique de la facturation.

#### ■ Nantissement et cession de créance

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande au pouvoir adjudicateur. Un certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au titulaire en exemplaire unique par lettre recommandée. Il est à noter que le pouvoir adjudicateur ne sera pas, en cas de perte, autorisé à en délivrer un duplicata.

#### ■ Solde – Décompte général

Le décompte général et définitif se fait par la reprise totale de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et des modifications détaillées en plus ou en moins apportées lors de l'exécution à la demande du Maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 42.4 du CCAG/Travaux, le décompte général est unique pour l'ensemble des travaux, la notification de la dernière décision de réception partielle faisant courir le délai de 30 jours prévu à l'article 13.3.2 du CCAG/Travaux.

Le décompte général et définitif est établi par l'entrepreneur et présenté simultanément au maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre conformément aux dispositions des articles 13.3 et 13.4 du CCAG/Travaux.

Toutefois, en cas de réception assortie de réserves, par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG/Travaux, le titulaire ne peut notifier au maître d'ouvrage son projet de décompte final qu'après la levée de l'ensemble des réserves, que cette levée soit opérée par le titulaire ou par un tiers mandaté par le maître d'ouvrage dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 12.3 du présent document.

Le point de départ du délai de 30 jours mentionné à l'article 13.3.2 du CCAG/Travaux est la date de levée des dernières réserves. Les sommes éventuellement engagées par le maître d'ouvrage pour faire exécuter aux frais du titulaire les travaux de levée des réserves sont intégrées au décompte général et définitif, au débit du titulaire.

L'entrepreneur avant de pouvoir prétendre au règlement pour solde de tout compte doit, entre autres, fournir au Maître d'ouvrage toutes les pièces nécessaires à un entretien aisé des ouvrages.

A savoir :

- Tous les plans de repérage des ouvrages exécutés sur les côtes d'implantation altimétriques (réseaux divers enterrés ou aériens).
- Tous les plans de parcours (eau, gaz, électricité, assainissement, appel sonore, télévision, téléphone, etc..).
- Tous les plans de détails.
- Toutes les notices d'entretien des différents matériels et matériaux (chauffage, production d'eau chaude, ascenseurs, etc..).

Ainsi que les quitus ou attestations suivantes :

- Quitus de paiement des sous-traitants (ou en cas de paiement direct, attestation du sous-traitant confirmant que ses travaux se sont limités au montant correspondant au dernier DC4),
- Quitus de paiement du compte prorata,

Cette liste n'est pas limitative.

### **7.3. Retenue de garantie**

Les règlements sont diminués d'une retenue de garantie d'un taux de **5,0%** calculée sur le montant TTC des prestations.

Les montants ainsi prélevés sont restitués au titulaire à la fin du contrat sauf réserves formulées par l'acheteur et non rectifiées par le titulaire. Le titulaire peut en cours d'exécution du contrat demander le remplacement de la retenue de garantie par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues à l'article R2191-36 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 8. PREPARATION A LA REALISATION DES PRESTATIONS**

---

### **8.1. Délais d'exécution**

Les délais d'exécution seront mis au point au cours de la période de préparation.

Par l'application du CCAG-Travaux, le point de départ du délai d'exécution est fixé par l'Ordre de Service (O.S.).

Ce délai de réalisation s'entend hors congés annuels d'entreprises, intempéries et délais éventuellement nécessaires aux fouilles archéologiques au titre de l'Article L. 531-14 du Code du Patrimoine.

### **8.2. Calendrier prévisionnel**

A – Le calendrier détaillé de réalisation est élaboré par le responsable de l'OPC (Ordonnancement - Pilotage – Coordination des Travaux) après consultation de l'entrepreneur titulaire.

B – Le délai de réalisation commence à courir à la date de notification de l'ordre de service.

C – Au cours du chantier et avec l'accord de l'entrepreneur concerné, le responsable de l'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai de réalisation fixés lors de la mise au point du marché.

D – Le calendrier initial visé en A, éventuellement modifié est notifié par un Ordre de Service à l'entrepreneur.

### **8.3. Prolongation des délais d'exécution**

Les stipulations du CCAG-Travaux sont seules applicables. Le Titulaire du marché est tenu de signaler au Maître d'ouvrage, par lettre recommandée, dans un délai de quinze jours, tout événement susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution avec toutes justifications permettant au Maître d'ouvrage de reconnaître le bien-fondé des difficultés signalées.

### **8.4. Période de préparation**

Pendant la préparation du chantier, le Titulaire du marché devra étudier les possibilités d'accès au chantier ainsi que les itinéraires praticables, en particulier dans le cas d'utilisation d'engins de terrassement et de véhicules volumineux, l'emplacement des stockages du matériel et des matériaux ainsi que des gravois et l'accessibilité de

ces matériaux.

Il est précisé qu'il y aura une période de préparation de 1 (une) semaine dans le délai d'exécution, notifiée par ordre de service. Compte tenu du caractère occupé du site et de la continuité du chauffage et de l'ECS, le calendrier vise une mise en service au 5 octobre 2026, des OPR au 9 octobre 2026 et une réception au 16 octobre 2026.

#### **8.4.1 Composition de la période de préparation**

- Établissement et présentation au Visa du Maître d'ouvrage du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu au CCAG-Travaux ;
- Établissement des plans d'exécution des ouvrages ;
- Établissement et présentation du plan de prévention ;
- Participation à l'établissement du calendrier détaillé d'exécution ;
- Présentation des échantillons.

#### **8.4.2 Documents établis par le titulaire durant la période de préparation**

Les documents établis par l'Entrepreneur au cours de la période de préparation des travaux seront soumis au Visa du Maître d'ouvrage 15 jours au moins avant l'expiration de la période de préparation.

Sur le projet des installations de chantier devront figurer :

- l'emplacement du bureau de chantier ;
- le lieu de stockage du matériel, des matériaux et des éléments préfabriqués, avec les surfaces de stockage à l'air libre ;
- les schémas de branchements provisoires d'eau et d'électricité, d'assainissement ;
- les installations obligatoires destinées au personnel (vestiaires, réfectoires, sanitaires, douches) ;
- l'emplacement des postes provisoires de lutte contre l'incendie ;
- les zones de mise en dépôt provisoire zones d'accès interdites ;
- les accès à partir de l'entrée du chantier ;
- les lieux de dépôt des déblais en excédent ;
- tous détails non énumérés ci-dessus mais que l'entrepreneur jugerait bon d'ajouter pour la facilité de son installation.

### **8.5. Conditions particulières d'exécution**

#### **8.5.1 Plan d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détails**

Les plans d'exécution des ouvrages et leurs spécifications techniques détaillées devront être établis par l'entrepreneur.

Avant toute exécution, l'Entrepreneur aura l'obligation de vérifier que ces documents ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions qui sont normalement décelables par un homme de l'art.

Les plans et études de détails complémentaires éventuellement établis par les soins ou à la diligence de l'entrepreneur seront soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage.

L'Entrepreneur ne peut commencer l'exécution qu'après avoir reçu l'approbation ou le Visa du Maître d'ouvrage sur les documents visés ci-dessus.

L'Entrepreneur qui a la charge des plans d'exécution les soumet, avec les notes de calculs y afférentes et les spécifications détaillées au Visa du Maître d'ouvrage qui les lui retourne avec ses observations éventuelles.

Ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont 1 (un) sur support informatique.

### **8.5.2 Echantillons – Notices techniques – Procès-verbal d'agrément**

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'ouvrage et ce dans les délais prévus par celui-ci.

### **8.6. Réception des supports**

Les DTU précisent les tolérances, planimétries, états de surface, arases, etc. des différents ouvrages.

Lorsque ces ouvrages constituent le support d'une prestation d'une autre entreprise, cette dernière doit en assurer la réception. L'exécution des travaux implique l'acceptation des supports de toute nature.

Ces supports sont transmis dans un délai de huit (8) jours. Tout retard de transmission est sanctionné conformément à l'article 14 du présent CCAP.

## **ARTICLE 9. RÉALISATION DES PRESTATIONS**

---

### **9.1. Généralités**

Chaque entreprise est réputée avant la remise de son offre :

- Avoir pris pleinement connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des bâtiments existants à conserver, à réhabiliter ou à démolir, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,
- Avoir procédé à une visite détaillée du site selon les dispositions prévues dans le règlement de consultation et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains (couche superficielle, venues d'eau, etc. ... ), à l'exécution des travaux à pied d'œuvre (moyen de communication et de transport, lieu d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc. ... ).
- Avoir contrôlé toutes les indications du dossier, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'œuvre et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (services municipaux, service des Eaux, service voirie, police municipale, ENEDIS, GrDF, ORANGE, etc....).

Le titulaire ne pourra en conséquence en aucun cas se prévaloir d'une quelconque omission du dossier de consultation des entreprises pour refuser d'exécuter ses engagements ou prétendre à une rémunération supplémentaire.

### **9.2. Voies de circulation et d'accès**

Les entreprises en lien avec le maître d'œuvre, le CSPS et le maître d'ouvrage établissent le plan de circulation dans le cadre du PGC. Elles devront assurer l'entretien permanent des voies de circulation et faire procéder, le cas échéant, à leur réfection en fin de chantier par une entreprise qualifiée, et ce à leur frais dans le cadre du compte prorata.

En aucun cas, elles ne pourront prétendre à un supplément par suite de difficultés d'accès, d'organisation de chantier ou toute autre contrainte due au terrain.

### **9.3. Autorisations administratives**

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG/Travaux, chaque titulaire a la charge de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus au contrat.

#### **9.4. Lieux de dépôt des déblais**

Le titulaire doit se conformer aux dispositions de l'article 31.2 du CCAG/Travaux.

#### **9.5. Ordres de service**

Conformément à l'article 3.8 du CCAG/Travaux, les ordres de service sont signés par le maître d'œuvre.

#### **9.6. Provenance des matériaux et produits**

Comme prévu à l'article 21.2 du CCAG/Travaux, la provenance de matériaux, produits ou composants de construction sont fixés par le CCTP.

Le titulaire ne peut la modifier que si le maître d'œuvre l'y autorise par écrit. Les prix correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix. Ces nouveaux prix sont provisoires et peuvent donner lieu à réfaction du prix dans les conditions prévues à l'article 21.2.

Conformément à l'article 21.2 du CCAG/Travaux, le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

En complément à l'article 23 du CCAG/Travaux, tout produit livré sur le chantier en infraction avec ces dispositions, ou pour lequel la mise en œuvre de l'article 23 du CCAG/Travaux serait invoquée sans que le délai visé à l'article 23.2 du CCAG/Travaux ait été respecté, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

#### **9.7. Notices techniques – Procès-verbal d'agrément**

Les maîtres d'œuvre et bureaux de contrôle indiquent leurs besoins, en termes de notices techniques et PV d'agrément, aux entreprises qui ont pour obligation de transmettre, dans un délai maximal de quinze jours (15 j), les éléments demandés sous peine de refus des matériels ou matériaux proposés.

À défaut de production de ces procès-verbaux, le Maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

#### **9.8. Matériaux défectueux**

Tous matériaux défectueux ou dont la mise en œuvre n'est pas satisfaisante peuvent être refusés par le Maître d'œuvre. L'entrepreneur s'engage à les retirer ou à les démolir à ses frais dans les délais qui lui sont prescrits.

#### **9.9. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le laboratoire définit et agréé par le maître d'œuvre.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par le laboratoire définit et agréé par le maître d'œuvre.

#### **9.10. Registre du chantier**

Conformément à l'article 28.5 du CCAG/Travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre concernant le déroulement du chantier, est répertorié par le maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui et le titulaire.

Ce registre est tenu à la disposition de l'acheteur et des intervenants autorisés, puis remis au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

## ARTICLE 10. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

---

Le Titulaire du marché est chargé d'aviser la personne responsable du marché de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés.

La réception des ouvrages aura lieu à l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à l'ensemble des travaux considérés ou de la partie de l'opération pour laquelle un délai partiel de livraison a été expressément fixé. La date d'effet de la réception est celle de l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de chaque étape.

Les épreuves prévues au CCAG-Travaux, sont précisées dans le CCTP.

### 10.1. Essais et contrôles des ouvrages :

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages sont à la charge du titulaire et seront exécutés :

Les dispositions du 4 de l'article 24 du CCAG/Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais. Pour ce faire, le titulaire devra avertir, par écrit, le maître d'œuvre, au moins 15 (quinze) jours à l'avance, de la date proposée pour ces essais et contrôles, prévus par les fascicules susmentionnés.

Afin de prévenir les aléas techniques pouvant découler d'un mauvais fonctionnement des installations, le titulaire doit effectuer, avant réception, les essais et vérifications figurant dans la liste approuvée par les Assureurs (supplément spécial 82-51 bis du 17 Décembre 1982 du Moniteur du Bâtiment et des TP). Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux qui seront envoyés en deux exemplaires, pour examen, au bureau de contrôle.

L'entrepreneur doit communiquer au bureau de contrôle les renseignements suivants : nom de la personne chargée des vérifications techniques, notamment sur le chantier, liste des vérifications envisagées pour s'assurer de la bonne exécution de chacun des ouvrages ; formalisation de ces vérifications, permettant de s'assurer qu'elles sont effectuées de manière satisfaisante.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché après accord du maître de l'ouvrage:

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau, sous le contrôle du Pouvoir adjudicateur et, éventuellement du bureau de contrôle.
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le Pouvoir adjudicateur.

### 10.2. Réception

Les prestations prévues au marché feront l'objet d'une réception globale, toutefois si des réceptions partielles s'avèrent nécessaires les dispositions du C.C.A.G.-Travaux s'appliquent.

Il est fait application des dispositions des articles 41 à 43 du CCAG/Travaux, sous réserve des compléments et dérogations suivants.

La réception des ouvrages, objet du présent marché, ne peut être prononcée que sous réserves de l'exécution concluante des épreuves définies au CCTP.

Le titulaire avisera par écrit le maître d'œuvre de la date à laquelle il estime que la réception pourra être prononcée. Si l'examen des ouvrages est satisfaisant, la réception sera prononcée. Dans le cas contraire, les ouvrages seront refusés et les travaux nécessaires seront refaits sans délai par le titulaire, à ses frais.

Par dérogation à l'article 41-1 du CCAG/Travaux, la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux de tous les corps d'état, et ce pour chaque phase ou partie de phase suivant le dossier de phasage du Maître d'œuvre et le calendrier prévisionnel des travaux ; Certains essais de fonctionnement prévus ne pouvant avoir lieu que

lorsque les conditions atmosphériques le permettent, la réception sera prononcée selon les règles fixées aux Cahiers des Clauses Techniques.

- La réception marque le point de départ de la période d'un an ou de deux ans de parfait achèvement, de la période de deux ans de garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipements dissociables et de la période de dix ans pendant laquelle la responsabilité décennale des constructions peut être mise en cause.
- La réception est prononcée avec ou sans réserve. Il n'y a aucune contradiction entre l'acceptation de l'ouvrage et la formulation de réserves au procès-verbal de réception.
- Dans le cas où des réserves subsistent à la réception, le Maître d'ouvrage fixe au procès-verbal le délai dans lequel les travaux correspondants doivent être exécutés.

Si, à l'expiration de ce délai, l'entrepreneur concerné n'a pas rempli ses obligations, le Maître d'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des travaux par une autre entreprise de son choix, aux frais, risques, compte de l'entrepreneur défaillant ; le coût des dits travaux sera prélevé sur les sommes dont le Maître d'ouvrage sera encore redevable à l'entrepreneur et une réfaction s'opérera de plein droit sur le prix restant dû, du fait de la défaillance de l'entrepreneur.

Les articles 41.1.3 et 41.3 (dernier alinéa) du CCAG/Travaux ne sont pas appliqués.

### **10.3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrages**

Seul le Cahier des clauses administratives générales travaux est applicable.

### **10.4. Documents fournis après exécution**

Les plans et autres documents à remettre par le titulaire au maître de l'ouvrage conformément à l'article 40 du CCAG sont présentés sous la forme suivante :

- Trois exemplaires papier,
- Trois clés usb, avec des fichiers format DWG.

Les entrepreneurs doivent également remettre une notice d'utilisation et d'entretien, notamment sous la forme de tableaux, destinée au personnel d'exploitation et d'entretien.

Cette notice précise :

- le fonctionnement du matériel, avec un synoptique si besoin ;
- le traitement des alarmes et les procédures d'arrêt d'urgence, ainsi que les consignes de remise en route ;
- le programme d'entretien, avec la liste des tâches à effectuer et les consignes particulières quant au matériel à utiliser et aux produits à employer, ceci de façon journalière, hebdomadaire, mensuelle et annuelle.

Les entrepreneurs remettent de plus un document complet permettant à l'exploitant de réaliser toutes les opérations de maintenance des ouvrages.

## **ARTICLE 11. GOUVERNANCE DES PRESTATIONS**

---

### **11.1. Organisation du chantier**

L'entrepreneur auquel incombe la responsabilité de l'organisation matérielle et collective du chantier est l'entrepreneur titulaire.

Il est précisé que l'entreprise ci-avant désignée n'est en aucune façon chargée de coordination des travaux et qu'elle n'est chargée que de fournir, de mettre en œuvre et d'entretenir les dispositifs de sécurité commune jusqu'à la fin des travaux de tous les corps d'état, notamment le maintien des circulations horizontales et verticales du sous-sol / vide sanitaire à la toiture / terrasse.

Chacune des entreprises demeure responsable de la sécurité, conformément au droit commun.

## ■ En cas d'entreprises groupées avec mandataire commun

Toutes les diligences nécessaires à l'organisation matérielle et collective du chantier incombent au mandataire commun (ce dernier étant notamment responsable de la transmission de tous les ordres, documents et avis du Maître d'œuvre, aux entreprises et vice-versa, pour un bon déroulement et une bonne coordination des travaux).

Toutefois, chacune des entreprises demeure responsable de la sécurité, conformément au droit commun.

### 11.2. Objets trouvés dans les fouilles et démolitions

Les dispositions de l'article 33 du CCAG/Travaux sont applicables.

### 11.3. Troubles de jouissance – Propriétés voisines

Les entrepreneurs soumissionnaires s'engagent à prendre toutes les précautions nécessaires à la sauvegarde et à la protection des propriétés voisines du chantier, pendant toute la durée de leurs travaux.

Dans l'hypothèse où ces propriétés voisines subiraient des troubles de jouissance, ils s'engagent à exécuter à leurs frais, les travaux éventuellement nécessaires, ou encore à payer à leurs propriétaires les dommages et intérêts qu'ils seraient en droit de réclamer.

Le cas échéant, ils devront supporter également tous les frais de procédure. En aucun cas, le pouvoir adjudicateur n'aura à intervenir, en cas de litige, les entrepreneurs étant responsables tout le long du chantier vis-à-vis des riverains.

Un constat d'huissier, à charge de l'entreprise de gros œuvre sera fait avant toutes interventions, notamment les démolitions, sur toutes les voiries et bâtiments avoisinant le chantier. Pour ce qui concerne les bâtiments mitoyens aux démolitions, il s'agit de l'intérieur et de l'extérieur.

### 11.4. Repliement du chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par l'acheteur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

### 11.5. Réunion de démarrage

Une réunion de démarrage est organisée après la notification du marché.

### 11.6. Rendez-vous de suivi de chantier

Le titulaire, ou son représentant devra se rendre dans les bureaux du maître d'ouvrage ou sur le chantier, accompagné s'il y a lieu de ses sous-traitants, toutes les fois qu'il en sera requis, conformément à l'article 3-9 du CCAG/Travaux. A titre indicatif, la fréquence sera au minimum hebdomadaire.

Les comptes rendus de ces réunions seront établis par le maître d'œuvre, et adressés à l'entreprise titulaire. Les réunions, d'abord consacrées aux études, se transformeront, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, en réunion de suivi de chantier.

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence non excusée par le maître d'œuvre de l'entrepreneur ou de l'un de ses sous-traitants conviés à un rendez-vous de chantier ou à une réunion, l'entrepreneur encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité prévue à l'article 14.1 du présent document.

Les dispositions de ces comptes rendus ont force probante, et engagent en conséquence les parties dans la mesure où elles n'ont pas été contestées par l'entreprise dans un délai de sept (7) jour par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

Les changements intervenus au sein de l'équipe de travail du titulaire ne modifient pas les délais de réalisation.

## ARTICLE 12. GARANTIES

---

### 12.1. Régime de la garantie

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de 30 jours maximum pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

### 12.2. Obligation de parfait achèvement

#### ■ Délai de garantie

Par dérogation à l'article 44-1, il est précisé que les travaux effectués au titre de la garantie de parfait achèvement sont eux-mêmes garantis un (1) an à compter de la date de leur achèvement.

#### ■ Etendue de l'obligation de parfait achèvement

Pendant le délai de garantie de parfait achèvement d'un (1) an ou de deux (2) ans, l'entreprise, indépendamment des obligations qui peuvent résulter pour elle des articles 1792 et suivants, et 2270 du Code Civil, est tenue à une "obligation de parfait achèvement" au titre de laquelle elle doit sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

- exécuter les travaux et prestations éventuels de finition ou de reprise ;
- remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage, de telle sorte que les prestations du marché soient conformes à l'état où elles étaient ou auraient dû être lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées,

Les travaux effectués au titre de la garantie de parfait achèvement sont eux-mêmes garantis un (1) an à compter de la date de leur achèvement.

#### ■ Prolongation du délai de garantie

Si, à l'expiration du délai de garantie, l'Entrepreneur n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article précédent, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations que ceux-ci soient assurés par l'Entrepreneur ou qu'ils le soient d'office et à ses frais.

Lesdits travaux effectués pendant le délai de garantie sont eux-mêmes garantis 1 (un) an à partir de leur achèvement.

### 12.3. La garantie pour vices cachés

Les garanties, ne font pas obstacle à ce que le maître d'ouvrage soit en droit de rechercher la responsabilité du titulaire sur le fondement de la garantie des vices cachés prévue par les articles 1641 à 1649 du code Civil, qui sont et restent applicables au présent marché.

### 12.4. Garantie de bon fonctionnement

La garantie de bon fonctionnement, visée à l'article 1792-3 du Code Civil, s'applique aux éléments d'équipements dissociables de l'ouvrage, pour une durée de deux ans à compter de sa réception. Il s'agit d'une garantie qui précise expressément que l'équipement doit être fonctionnel.

Cette garantie s'applique aux éléments d'équipements dissociables de l'ouvrage.

### 12.5. La garantie décennale

Les dispositions relatives à la garantie décennale, prévues par l'article 2270 du Code Civil, sont applicables au présent marché.

## ARTICLE 13. MODIFICATIONS DU MARCHE

---

### 13.1. Cadre de la modification

En application des dispositions du code de la commande publique et du CCAG-Travaux, le marché peut être modifié.

### 13.2. La formalisation des modifications éventuelles du marché : la fiche de travaux modificatifs (FTM)

La fiche de travaux modificatifs ou FTM est une modalité d'échange entre l'entreprise, le MOE et le MOA, permettant de garantir les niveaux de qualité et de performance présentés dans les diverses étapes de la construction de l'ouvrage. Elle est utilisée pour formaliser les modifications éventuelles du marché.

Elle doit comprendre :

- Les éléments du contrat amenés à être modifiés (la nature des modifications, les entreprises concernées, ...),
- L'entité à l'initiative des modifications (l'entreprise, le MOE ou le MOA),
- L'origine des modifications (aléa de chantier, demande de la MOA, demande de la MOE, ...)
- La description des prestations et documents annexes avec les détails de ces modifications,
- Le délai exécution de ces travaux et le cas échéant l'impact délai induit par les modifications
- Le prix des prestations objet des modifications ...

La fiche de travaux modificatifs (FTM) est rédigée par le Maître d'œuvre. Elle s'appuie sur la base d'un besoin exprimé, sur d'éventuelles études techniques, sur une proposition valorisée en coût et en délais faite par l'entreprise ou à défaut sur une estimation réalisée par la MOE. La FTM est transmise à la maîtrise d'ouvrage pour validation et donne lieu, en cas d'acceptation, à sa notification qui est faite par ordre de service au titulaire.

Les prestations commandées et réalisées sont intégrées au marché par avenant.

### 13.3. Augmentation du montant des travaux

L'article 15 du CCAG-Travaux reste applicable.

Par dérogation à l'article 15.4.3 du cahier des clauses administratives générales travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

### **13.4. Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives**

Le présent article concerne les prestations supplémentaires ou modificatives, dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement des prestations, qui sont notifiées par ordre de service et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix.

Les prix nouveaux peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires. Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, le cas échéant.

Dans le cas de prestations réglées sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont ordonnés par le pouvoir adjudicateur dans la consistance des prestations, le prix nouveau est réputé tenir compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements.

S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

## **ARTICLE 14. PENALITES, RESILIATION ET REGLEMENT DES LITIGES**

---

### **14.1. Généralités sur les pénalités**

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché par non intervention dans les délais prévus, soit par mauvaise exécution des travaux, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, après une mise en demeure préalable.

L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du titulaire du marché et après acceptation de l'établissement concerné.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées.

Dans le cas contraire, l'établissement bénéficiaire retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire ou par réfaction sur facture.

Le pouvoir adjudicateur établit un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants. Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire.

Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux.

### **14.2. Période de préparation**

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 500 (cinq cents) Euros par jour calendaire.

### **14.3. Pénalités pour retard**

Les dispositions suivantes sont appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié :

Par dérogation au CCAG-Travaux, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, il est appliqué une pénalité journalière de 1/1000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché.

Ce montant est celui qui résulte des prévisions du marché, c'est à dire du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus ; il est évalué à partir des prix initiaux du marché hors TVA définis au CCAG-Travaux.

Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

En complément du CCAG-Travaux, le maintien final du délai étant subordonné au respect de la cadence ou de l'échelonnement des travaux fixés par le calendrier d'exécution, tout dépassement en cours d'exécution des délais correspondant aux phases de travaux qui y sont figurées, donne le droit au Maître de l'ouvrage d'exiger de l'entrepreneur la constitution immédiate d'une provision qui est effectuée par une retenue sur le montant de l'acompte.

La constatation du retard est établie chaque mois par comparaison de l'état d'avancement réel des travaux à l'état d'avancement déterminé par le planning. La date d'origine de ce dernier étant prise égale à celle prescrite pour le commencement des travaux.

Pour chaque phase de travaux, en l'absence de précision de cadence au calendrier d'exécution, celle-ci est, pour l'état d'avancement, réputée uniforme dans le délai imparti à cette phase.

Le montant de la provision est calculé par application au nombre de jours de retard du montant journalier de la pénalité.

Lorsqu'à la suite d'une première constatation de retard, une provision est constituée dans les conditions ci-dessus, son montant est, le cas échéant, au cours des mois suivants, réduit ou augmenté selon la diminution ou l'augmentation constatée du retard de l'entrepreneur.

#### **14.4. Rendez-vous de chantier**

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'ouvrage. En cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 150 (cent cinquante) Euros, sauf excuses notifiées 48 heures avant la date de rendez-vous.

En cas de non-remise, dans les délais fixés par le maître d'œuvre, des documents dus par le titulaire (fiches techniques, plans d'exécution, notices, échantillons, PV d'essai, dossier des ouvrages exécutés), le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 150 (cent cinquante) Euros par jour calendaire de retard et par document, après mise en demeure restée sans effet pendant 48 heures.

#### **14.5. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Les stipulations du CCAG-Travaux sont seules applicables compte tenu du complément suivant :

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées au CCAG-Travaux, sans préjudice d'une pénalité de 1 000 (mille) Euros par jour calendaire.

#### **14.6. Documents fournis après exécution**

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue au CCAG-Travaux et indiqué au présent Dossier de Consultation des Entreprises, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 500 (cinq cents) Euros par jour calendaire.

#### **14.7. Hygiène sur le chantier**

- Infraction mineure : non-respect des mesures minimales demandées dans l'analyse de risques. La retenue sera de 100 € hors taxes par infraction constatée.

- Infraction majeure : non-respect des mesures complémentaires demandées dans l'analyse de risques. La retenue sera de 250 € hors taxes par infraction constatée.

#### **14.8. Tri des déchets de chantier**

Pendant la durée des travaux, l'entreprise qui ne respectera pas les consignes et ses obligations de tri encourt, sur constatation de la maîtrise d'ouvrage, après mise en demeure préalable non suivi d'effet, une pénalité de 500 (cinq cents) Euros par infraction.

Toutes les pénalités sont appliquées sous la responsabilité de chaque établissement de santé.

L'application des pénalités exposées est laissée à l'appréciation de l'établissement de santé concerné en fonction des justifications apportées par le titulaire du marché. Plusieurs pénalités peuvent être cumulées.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire, qui est admis à présenter ses observations à l'établissement concerné dans un délai de 7 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant.

#### **14.9. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire**

Les dispositions de l'article 48 du CCAG-Travaux s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure resté sans effet, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

#### **14.10. Résiliation pour faute**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent marché dans les conditions définies ci-après :

##### **■ Pour motif d'intérêt général**

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisés des prestations déjà reçues un pourcentage fixé à 5%.

##### **■ Résiliation aux torts du titulaire**

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires, relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- b) Le titulaire a refusé de représenter ou de restituer des bâtiments, terrains, matériels, produits de construction, équipements et approvisionnements qui lui ont été confiés, ou il a dégradé ou utilisé de manière abusive ces bâtiments, terrains, matériels, objets et approvisionnements ;
- c) Le titulaire, dans les conditions prévues à l'article 48 du CCAG-Travaux, ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement a fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'œuvre, et si le titulaire n'a pas été autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux ; dans ce cas, la résiliation du marché décidée peut être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire et, dans ce dernier cas, les dispositions des articles 48.4 à 48.7 du CCAG-Travaux s'appliquent ;
- d) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants ;
- e) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances prévues au marché ;
- f) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux.

#### **14.11. Règlement amiable des différends**

Le pouvoir adjudicateur ou le(s) titulaire(s) peuvent soumettre tout différend qui les oppose à un comité consultatif de règlement amiable ou d'arbitrage, dans les conditions prévues aux articles L. 2397-1 à L. 2397-3 du code de la commande publique.

#### **14.12. Règlement des litiges**

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes pour connaître de ses litiges.

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché est de la compétence exclusive du tribunal du lieu d'exécution du marché :

Tribunal administratif de Versailles  
56 avenue Saint-Cloud  
78011 Versailles  
Tél : 0139205400 - Télécopie : 0129205487  
Courriel : [greffe.ta-versailles@juradm.fr](mailto:greffe.ta-versailles@juradm.fr)  
Site internet : <http://www.ta-versailles.juradm.fr>

## ARTICLE 15. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION

---

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

### Liste des dérogations au CCAG Travaux :

L'article 3 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux,  
La rubrique « Solde – Décompte général » de l'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 13.3.2 du CCAG-Travaux,  
L'article 6.4.1 du CCAP déroge à l'article 24 du CCAG-Travaux,  
L'article 6.8 du CCAP déroge à l'article 8 du CCAG-Travaux,  
L'article 7.1 du CCAP déroge à l'article 9.4.3 du CCAG-Travaux,  
L'article 9.3 du CCAP déroge à l'article 31.3 du CCAG-Travaux,  
L'article 10.2 et 12.2 du CCAP dérogent à l'article 41.1 du CCAG-Travaux,  
L'article 13.3 du CCAP déroge à l'article 15.4.3 du CCAG-Travaux,  
L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux,  
L'article 14.8 du CCAP déroge à l'article 19 du CCAG-Travaux,